

**COMMUNE DE
VAL-DE-REUIL**

**MODIFICATIF DE PERMIS D'AMENAGER
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

| | | |
|--------------------------------------|--|-----------------------------------|
| Demande déposée le 27/07/2018 | | N° PA 027 701 16 H2643 M04 |
| Par : | ALTITUDE LOTISSEMENT | |
| Demeurant à : | 509 Contre allée, route de Neufchâtel 76230 ISNEAUVILLE | |
| Représenté par : | M. Jonathan MONTAGNIER | |
| Nature des Travaux : | Modification du règlement (PA10), Modification des lots C1 à C10, C17, C24, C28 et C29, Suppression des lots C11 à C13, Fusion des lots B15 et B16 pour devenir B15 Fusion des lots B17 et B18 pour devenir B17, | |
| Adresse du terrain : | Le Domaine des Noés Route des Falaises, voie Dagobert BT 77, BX 39 | |
| | | Destination : Lotissement |

**MONSIEUR LE MAIRE DE VAL-DE-REUIL
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R 442-13 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 décembre 2007 et modifié le 1er juillet 2011,
Vu l'arrêté du 1er juin 2016, autorisant la société Altitude lotissement à aménager un terrain afin de créer un lotissement à usage d'habitation,
Vu l'arrêté du 5 janvier 2017, autorisant la société Altitude lotissement à modifier son projet,
Vu l'arrêté du 13 avril 2017, autorisant la société Altitude lotissement à modifier son projet,
Vu l'arrêté du 16 août 2017 autorisant la société Altitude lotissement à procéder à la vente des lots de la 2ème tranche dudit lotissement avant d'avoir exécuté les travaux de finition prescrits,
Vu la demande de la société Altitude lotissement relative à la modification d'articles dans le règlement et la modification, la suppression ou la fusion de lots,
Vu les plans fournis par le demandeur,

ARRETE

ARTICLE UNIQUE-

Le modificatif de permis d'aménager est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande sus-visée.
Les prescriptions contenues dans le permis d'origine sont maintenues et devront être respectées.

NB - L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le présent arrêté est sans incidence sur le délai de validité du permis d'origine.

A Val-de-Reuil, le 30 juillet 2018

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation

Catherine DUVALLET



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE: Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le Maire ou le doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

DUREE DE VALIDITE : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande de son bénéficiaire présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROIT DES TIERS : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du Code des Assurances.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'Urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.